

L'EDITO DE PEPS : LA STRATEGIE DU CHOC DE MACRON, LE DESPOTE BORNE

Les décisions prises par Emmanuel Macron ne sont pas d'ordre sanitaire. Ce sont des injonctions faites par un candidat en campagne présidentielle. Une fois de plus, Il mène une stratégie de guerre civile à bas bruit, pour se présenter comme le gardien de l'ordre. De fait, à chaque crise (Gilets jaunes, réforme des retraites, pandémie) depuis le début de son mandat, il nous habitue à un système libéral-autoritaire, à une société de contrôle du berceau au tombeau. La méthode est rodée : produire par l'accumulation des mesures un effet de sidération, faisant le pari de l'anesthésie de la société, autrement dit isoler et épuiser les fronts sociaux. Frapper vite et fort pour neutraliser ses opposants, dépolitiser le débat public par un catalogue de mesures imposées d'en haut de façon jupiterienne à prendre ou à laisser, faire peur, diviser pour mieux régner, s'en prendre aux salariés à statut, personnel de la santé et cheminot ou aux plus faibles – les chômeurs, voilà la stratégie du choc assumé par Macron. Tout cela décidé en Conseil de Défense, parfaitement inconstitutionnel, loin du Parlement transformé en chambre d'enregistrement.

Macron c'est le mensonge

Quoi que nous pensions de la vaccination ou de tel ou tel vaccin, force est de constater que depuis le premier confinement, l'Etat a enfilé une succession de mensonges sur les masques, les tests, le couvre-feu qui rendent peu crédible sa parole auprès de millions de personnes. Le discours d'Emmanuel Macron affiche un énième mensonge. Concernant le pass sanitaire, alors que Macron affirmait le 28 avril dernier que « ce ne sera jamais un droit d'accès qui différencie les Français » et qu'il « ne saurait être obligatoire » dans les restaurants ou les cinémas. Pourtant, c'est donc son extension vers l'ensemble des lieux publics (cinés, concerts, théâtres, cafés, restaurants, centres commerciaux, transports sur les longs trajets) qui est imposé.

En modifiant les conditions d'application le gouvernement rend l'accès aux espaces essentiels discriminants, selon que l'on soit vacciné ou non, moyennant la coercition et la répression. Si depuis le début de la pandémie, Emmanuel Macron répétait à l'envi vouloir « convaincre » plutôt que « contraindre » la rhétorique gouvernementale est une nouvelle étape dans l'autoritarisme macronien. Entre imposition vaccinale pour les soignants sous peine de licenciement..., extension du pass sanitaire et fin de la gratuité des tests PCR à l'automne, l'allocution d'Emmanuel Macron, ce lundi 12 juillet est un concentré de reniements et de mensonges, de fuite en avant dans une logique autoritaire.

La fracture vaccinale

Une fois de plus, Macron use et abuse d'une technique habituelle chez lui, celle de la division sociale en opposant les gens entre eux. Cette fois-ci le Président de la république organise de fait une fracture vaccinale en diabolisant les antivax ou celles et ceux qui se posent légitimement des questions. Cet arbitrage signe le renoncement du convaincre au profit de la seule contrainte d'Etat. Cette dérive est très grave car elle va engendrer des affrontements au sein même du peuple. La discrimination vaccinale est aussi une discrimination sociale. En Seine-Saint-Denis, l'un des départements les plus touchés par le virus, seulement 37,4% des habitants y ont reçu une première injection. Ainsi à l'échelle nationale on observe

une correspondance entre le faible niveau de vie et la vaccination en raison d'une combinaison de plusieurs facteurs et notamment la question structurelle de l'accès au soin. Ce seront donc les classes populaires qui pâtiront de l'intronisation du pass sanitaire, et ce d'autant plus quand dans le même temps a été annoncé le déremboursement des tests PCR. Si quelqu'un refuse de se faire vacciner, il devra déboursier 735 euros chaque mois pour tous les deux jours se faire faire un test PCR ! Ce que vient entériner le discours de Macron, c'est la constitution de citoyens de seconde zone, de nouvelles attaques contre le code du travail et un nouveau bond en avant dans la gestion autoritaire de la pandémie. Si nous voulons combattre les complotistes et les fascistes comme Philippot, nous ne devons pas hurler avec les loups comme Kouchner qui qualifie de traîtres ceux qui refusent de se faire vacciner. Nous devons au contraire être attentifs et solidaires avec celles et ceux qui considèrent qu'il y a d'autres moyens pour s'opposer au virus qu'une généralisation de l'obligation vaccinale cachée derrière le pass sanitaire.

La banalisation des contrôles d'identité et de la répression

Avec la logique du pass sanitaire, nous sortons d'une logique de prévention, de renforcement des capacités immunitaires, de respect des équilibres naturelles, et de rapports sociaux attentifs à l'autre pour rentrer dans une logique où la techno science impose sa méthode et son idéologie et s'attaque à nos libertés fondamentales. Le pass sanitaire revient à banaliser le contrôle d'identité. Macron veut simplement s'éviter un confinement et un engorgement des hôpitaux en période électorale, cela en prenant le risque d'une grave dérive autoritaire.

Mais cette logique en divisant les soignants, en menaçant de les licencier alors que l'on a rien fait pour augmenter la capacité des hôpitaux à accueillir des nouvelles capacités de réanimation depuis deux est particulièrement scandaleuse. Nous sommes contre le pass sanitaire qui nous plonge dans une société de surveillance et de conflit permanent, où tout le monde joue le rôle de contrôleur. La preuve : en exigeant que tenanciers et organisateurs vérifient eux-mêmes cette identité sanitaire, il les transforme en flics. Or vérifier que la loi est respectée est le travail des policiers et des gendarmes, rémunérés pour cela. Une armée de civils non assermentés va donc être transformés en police de substitution alors même que les policiers officiels pourtant en contact permanent avec la population seront exemptés de l'obligation vaccinale. Quand ils vous matraqueront, ils vous contamineront. Nous sommes en plein Absurdistan.

Pour la défense de l'Hôpital public et le libre accès aux brevets.

Ce despotisme borné ne cherche pas à imposer la levée des brevets et la réquisition des entreprises pharmaceutiques pour réduire la vague de contamination en Afrique. Nous sommes pour militer pour la gratuité des vaccins, et pour empêcher le profit sur la santé. Il est ignoble que des personnes se fassent de l'argent sur notre santé (bonne ou mauvaise). Nous sommes pour l'ouverture des brevets (et ce pour les vaccins comme pour les médicaments) aussi pour que les pays pauvres puissent y avoir accès et être autonome du point de vue de la production. Nous sommes pour militer pour la sauvegarde de l'hôpital public. En un an et demi de pandémie, la pression sur l'hôpital public n'a jamais cessé. Aucun lit de réanimation n'a été créé ; La promesse de formation promise des personnels n'a pas été tenue. La gestion comptable par les ARS est toujours la norme. Rien ne change et les infirmières, les aides-soignantes fuient maintenant l'hôpital où ils sont stigmatisés par le gouvernement qui les accuse de répandre la pandémie.

La stigmatisation des classes populaires et l'appel aux contre- réformes

Nous nous opposons à cette dérive qui mise sur l'autoritarisme et l'infantilisation des citoyens méprisés au quotidien qui constatent que le président et l'Etat ne font rien pour eux, voire les méprisent au quotidien "Les gens qui ne sont rien", selon l'expression de M. Macron, les gens pour qui on dépense "un pognon de dingue" sans résultat, des gens qui trouveraient un boulot s'ils se donnaient la peine de "traverser la rue", les gens qui se font tabasser ou éborgner par la police quand d'aventure ils demandent un peu de reconnaissance , ces citoyens qui n'attendent plus rien de l'Etat, qui ne croient plus en lui, n'ont aucune raison en ce sens de lui faire confiance et d'accepter ses ordonnances. Leur attitude est en réalité non pas un manque d'information, ni même un manque de confiance. Elle est en fait une protestation qui s'apparente à l'abstention aux dernières élections régionales et départementales.

Ce despotisme borné qui stigmatise les chômeurs en leur promettant une punition le 1er octobre par l'application de l'assurance chômage, en menaçant de remettre à l'ordre du jour la réforme des retraites ne va pas jusqu'à menacer les entreprises d'une imposition minimale alors que nombre d'entre elles ont fait un profit maximum durant les confinements. PEPS appelle à s'opposer à cette dérive autoritaire d'un Président des riches, déconnecté des réalités et qui veut nous imposer un modèle de société où la seule norme est de trimer jusqu'à 70 ans et de consommer en fermant sa gueule.

De toutes ces questions, nous en discuterons dans la Drôme à nos Rencontres d'été du 23 au 27 août : <https://www.facebook.com/events/4314663371897241> .Vous y êtes les bienvenus-e-s pour en débattre avec nous et construire ensemble la mouvance de l'écologie de rupture, à même de proposer une perspective aux effondrements qui s'annoncent.

PEPS, le 17 juillet 2021